

"Une politique de déséquilibre fiscal"

Comment Nicolas Sarkozy, comme il l'affirme, va-t-il générer de la croissance avec son projet de loi sur le travail, l'emploi, et le pouvoir d'achat ?

- Le gouvernement escompte un surplus de croissance grâce au pouvoir d'achat distribué sous forme de baisses d'impôts et d'allègements de cotisations sur les heures supplémentaires. Mais dans la mesure où les cadeaux fiscaux bénéficient aux couches les plus aisées de la population, ils risquent de nourrir leur épargne plutôt que leur consommation. Quant aux heures supplémentaires, elles seront mieux payées mais ce coup de pouce incitera aussi les employeurs à moins embaucher et à freiner la progression des salaires. Il n'est pas sûr que la progression de la masse salariale globale sera dopée et le droit du travail aura été entre-temps vidé un peu plus de son contenu. Une chose est sûre en tout cas, c'est que le gouvernement profitera de l'amélioration prévisible de la conjoncture pour y voir le succès de sa politique.

Le projet de loi coûterait, selon les Echos, 11,6 milliards d'euros par an. Comment le président peut-il financer ces réformes ?

- D'autres estimations (debat2007.fr) vont jusqu'à 15,6 milliards : 4,6 pour les heures supplémentaires, 2 pour les déductions d'intérêts, 5 pour les droits de succession et 4 pour le bouclier fiscal et l'ISF. Le gouvernement poursuit ainsi une politique de déséquilibre fiscal qui permettra ensuite de justifier de nouvelles coupes dans le budget puis l'instauration d'une TVA sociale qui reviendrait à faire payer par l'ensemble des contribuables les cadeaux dont une petite partie d'entre eux aura bénéficié.

L'UE a mis en garde le président français sur l'importance de la discipline budgétaire. Dans quelle mesure les comptes publics vont-ils pâtir de l'application du projet de loi ?

- Le gouvernement table sur une conjoncture plus soutenue et de meilleures rentrées fiscales. Il se paie en même temps le luxe de défier les institutions européennes en demandant à être jugé sur pièces en 2012. Dans l'immédiat, le déficit devrait se creuser, à moins d'inflexions de grande ampleur. Tout est en fait une question de timing politique : le gouvernement n'a pas abandonné l'objectif de réduction des dépenses publiques, mais a choisi d'engranger les effets politiques de ses mesures fiscales avant de se lancer dans la grande "réforme" de l'Etat.

Propos recueillis par Simon Piel